

Les répressions politiques en Russie et la guerre en Ukraine Court résumé

Voici un très bref compte-rendu de l'exposé sur « Les répressions politiques en Russie et la guerre en Ukraine », le 15 février 2015 à la Librairie Émancipation, à Paris. Il s'agit de la présentation d'Olga Miryasova et d'une partie du dialogue qui a suivi. Olga est militante antiautoritaire/antifasciste et spécialiste des mouvements protestataires en Russie.

La guerre en Ukraine a entraîné beaucoup de changement en Russie. Au niveau des militants si en 2013 il y avait eu 1.500 détentions, elles sont passées à 2.500 l'année dernière, surtout à cause de critiques de cette guerre. De plus, l'application de la loi contre l'incitation à la haine sociale fait que toute dénonciation de la police passe sous le coup de cette loi.

La propagande officielle est basée sur le côté émotionnelle qui a un gros impact sur la population. Curieusement si la guerre de Tchétchénie (au sein de la Russie) a peu concerné l'ensemble des citoyens, la nouvelle guerre est très présente parce que l'Ukraine est considérée comme une partie de la Russie et beaucoup de personnes ont de la famille dans un pays et dans l'autre.

Le résultat est que le gouvernement et Poutine sont soutenus par la majorité de la population pour deux raisons principales. La première est que les difficultés économiques sont attribuées aux sanctions des Occidentaux. La deuxième est que le principal est de ne pas recevoir des bombes sur la tête. [C'était exactement pareil en URSS dans la période 1970-1980. Et durant le franquisme un des slogans les plus répétés était « Avec Franco 25 (30, etc.) de paix »]

Un autre fait à noter est qu'il n'existe pas (jusqu'à maintenant) chez les Russes de ressentiment contre les Ukrainiens.

Pour le cas pratique dont il va être question, voici des détails sur Alexandre Koltchenko, et ensuite sur les trois autres détenus.

Alexandre Koltchenko a 24 ans et il vivait en Crimée. Il était étudiant et travaillait en même temps à la Poste. Il milite avec les anarchistes depuis 5 ans. Son action portait sur l'écologie, le syndicalisme étudiant et la lutte anti autoritaire. L'anarchiste et antifasciste ukrainien Alexandre Koltchenko a participé à l'insurrection populaire contre le gouvernement corrompu et autoritaire de Yanoukovitch en 2014. Il a participé à des rassemblements pacifiques avant le référendum, mais c'était très difficile à cause des groupes para militaires russes et du poids de la propagande pro russe. Après le référendum, il a encore été possible de faire des graffiti, de présenter des banderoles devant des bâtiments publics.

Quatre personnes, Oleg Sentsov, Alexandre Koltchenko, Guennadi Afanassiev et Alexeï Tchirni, ont été arrêtés à Simferopol, en Crimée, par le FISB (ex Guépéou) sous l'accusation d'avoir commis des attentats dans des trains. Et ils ont été transférés à Moscou comme s'ils étaient de nationalité russe. Sentsov a été tabassé et menacé de viol. (Voir le lien <http://www.amnesty.org/en/library/asset/EUR50/027/2014/en/7d50968c-8358-48ce-a5cd-0d0c41e7893c/eur500272014fr.html>)

Tous sont donc accusés de manière insensée d'appartenir à un groupe d'extrême droite (!!), arrêtés et détenus à Lefortovo, une prison de l'ex-KGB à Moscou. Le gouvernement russe nie même le droit de Koltchenko à la citoyenneté ukrainienne...

En outre, les 4 inculpés sont au secret et leurs avocats sont tenus de le respecter. De ce fait, aucune organisation russe des droits de l'homme ne prend position, du fait de l'ignorance de la situation juridique exacte des personnes. Tout commentaire est inutile !! L'avocate de Koltchenko est compétente et connaît ce type de situation. Elle est payée par les dons des camarades anti autoritaires.

Concrètement, le but de la campagne pour la libération d'Alexandre Koltchenko est d'insister sur sa nationalité ukrainienne. De toute façon, un citoyen russe a besoin d'une autorisation de résidence (évidemment, aucun des emprisonné ne la possède) et, de plus, la Crimée annexée est un chaos juridique.

Il est important de jouer sur deux dates : le 16 mars 2015, anniversaire de l'annexion de la Crimée à la Russie, début avril date de la reconduite (ou pas ??) de la détention d'Alexandre Koltchenko. Cela peut permettre de donner un écho à sa situation en Occident.

Alexandre Koltchenko nie tous les faits qui le FISB lui attribue. Les trois autres prisonniers adoptent des attitudes différentes. Oleg Sentsov (qui refuse de parler à la police) cinéaste et militant écologiste a très vite été soutenu par les réalisateurs de sa profession et il y a systématiquement une chaise vide à son nom à chaque événement cinématographique pour marquer qu'il devrait y être présent, s'il n'était pas en prison. Guennadi Afanassiev a en partie cédé aux pressions du FISB. Alexeï Tchirni plaide le déséquilibre mental, ce qui est étrange puisque l'enfermement en hôpital psychiatrique en Russie est pire que la prison.

Sur le plan de l'action pratique immédiate, un syndicaliste libertaire de la CGT presse a proposé de faire un comité avec des adhérents d'autres centrales et confédérations syndicales (FSU, Solidaires, CNT – Solidarité ouvrière, Alternative libertaire, etc.) pour demander la libération d'Alexandre Koltchenko et la défense des droits démocratiques. Ce comité va agir dans les prochaines semaines

Il a été signalé que la censure en Russie sur les arrestations a été reprise à Paris par un site. La justification est que lorsqu'on aborde les sujets de l'Ukraine, de la Russie, la Syrie, l'Irak et la Chine, il y a trop de polémiques. Toutefois, ce même site a annoncé récemment des rencontres d'organisations proches de l'ambassade russe sur des sujets « positifs » pour le gouvernement de Poutine.

La censure est toujours une affirmation d'obscurantisme et de mépris envers les "demeurés, peut-être "contre-révolutionnaires", que nous sommes en voulant discuter d'un sujet qui gêne les prétendus commissaires politiques, athées et religieux.

Frank Mintz, 17.02.15